

## DÉSIGNATION DES NOUVEAUX MINISTRES, RÉAMÉNAGEMENT DES PORTEFEUILLES...

# Le timing du gouvernement

**Abdelaziz Bouteflika a procédé, jeudi dernier, au remplacement des six ministres élus aux législatives du 10 mai dont les secteurs respectifs sont confiés, à titre intérimaire, à six autres membres de l'actuel gouvernement Ouyahia. «Cette formalité accomplie, le gouvernement reprendra normalement ses activités, en reprenant notamment ses réunions, dès l'installation officielle de la nouvelle Assemblée.»**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - C'est ce que nous révèle une source proche de la présidence. «Ce faisant, Ouyahia ne déposera pas sa démission de sitôt et poursuivra sa mission à la tête du gouvernement pour quinze à vingt jours encore. Ce ne sera qu'au bout de cette période que le président procédera à la désignation de la composante définitive de l'exécutif.» Selon notre source, Bouteflika temporise sciemment. «C'est sa nature. Il a toujours agi ainsi : et en l'espèce, il attend à ce que les choses se tassent pour prendre une décision.» Cette marge de temps, explique encore notre source, «permettra à la nouvelle Assemblée de s'installer complètement avec la désignation de l'ensemble de ses instances. Ce n'est qu'après que l'on pourrait se faire une idée plus précise sur la nouvelle configuration de

l'APN». Une APN fortement dominée par l'alliance présidentielle FLN-RND à laquelle le pouvoir associera, d'une manière ou d'une autre, de «nouveaux venus» comme le FFS ou le PT.

En tout cas, au niveau des «attitudes» comme des «discours», ces deux partis n'ont pas déçu le locataire d'El Mouradia. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ce sont ces deux partis qui seront les plus «gâtés» par le verdict définitif du Conseil constitutionnel rendu public jeudi dernier.

Rachid Harraoubia, qui sera certainement élu président de l'Assemblée dès aujourd'hui samedi (et non pas au cours d'une seconde séance initialement prévue pour demain dimanche), n'aura dès lors aucune peine à conduire une législature que l'on prévoit d'ores et déjà des plus monotones. Le gouver-



Abdelaziz Bouteflika.

nement aussi ne pouvait espérer mieux comme «contre-pouvoir».

Pressé par le temps, l'exécutif qui sera constitué autour de Ahmed Ouyahia n'aura ainsi à accomplir qu'une simple formalité constitutionnelle pour faire adopter, dès le mois de juin déjà, le nouveau programme du gouvernement ainsi que la loi des finances pour 2013.

Un souci de moins, aussi dès la rentrée où Ouyahia aura à gérer deux dossiers très lourds que sont l'organisation des élections locales et la préparation de la révision constitutionnelle. Cela, sans compter avec un agenda estival très chargé pour le gouvernement qui doit honorer des engagements multiples comme le lancement des festivités officielles

de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance que le pouvoir veut grandioses, la gestion du mois de toutes les tensions qu'est le Ramadan, les épreuves du bac et de l'après-bac et, enfin, la préparation de la rentrée sociale.

### Vers la constitution de super-ministères ?

S'achemine-t-on vers un réaménagement gouvernemental allant dans le sens d'un regroupement des secteurs ministériels par «affinités» ? «C'est un scénario envisagé même si rien n'est définitivement tranché pour le moment», nous confie notre source. La désignation par Bouteflika, jeudi dernier, de ministres en exercice pour gérer, en cumul et à titre provisoire, les secteurs de leurs collègues élus comme députés autorise bien une telle spéculation. «On peut même parler d'une sorte de test grandeur nature. Toujours est-il que cette forme d'organisation gouvernementale avec désignation d'un ministre plein assisté par un ou plusieurs secrétaires d'Etat, c'est la tendance à la mode au niveau mondial.»

K. A.

## POUR LUTTER CONTRE TOUTE FORME DE COLONIALISME

### Les pays africains font front commun

Le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS) a annoncé, jeudi, à Alger, la création du Front national africain pour la démocratie et contre le retour du colonialisme sur toutes ses formes. Le président de la CNASPS, qui s'exprimait en marge de la Conférence internationale des villes jumelées et solidaires avec les villes sahraouies, organisée à l'occasion de la célébration, hier, de la Journée de l'Afrique, a indiqué que ce projet, qui sera mené par la société civile africaine, a vu le jour après deux années de consultations et de réflexions.

Par ailleurs, les participants à cette conférence, responsables d'assemblées populaires communales, des élus espagnols et français et des représentants de localités de différents pays africains, qui ont réitéré leur soutien à la cause et la lutte du peuple sahraoui, interpellent l'Organisation des Nations unies afin d'œuvrer pour faire progresser la situation dans le Sahara occidental pour permettre au peuple sahraoui de jouir de son droit à l'autodétermination.

«Nous demandons à l'ONU de prendre ses responsabilités à l'égard d'un peuple dont les droits sont violés quotidiennement», a déclaré l'ambassadeur sahraoui à Alger. Selon M.

Lamari, cette organisation «doit à intervenir pour mettre fin à l'entêtement du Maroc qui adopte une stratégie de confrontation et de fuite en avant.

A chaque fois que l'on pense avoir enregistré des progrès dans ce combat, on se confronte à de nouveaux obstacles qui empêchent leur réalisation, comme ce fut le cas de la décision du Maroc de retirer sa confiance à l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara, Christopher Ross». Le président du CNASPS demande «un règlement juste et équitable de ce conflit».

Selon le secrétaire général de l'Union des villes et gouvernements locaux de l'Afrique, Maurice Mbolela, «la liberté des africains n'a pas de sens tant qu'il subsiste une dernière colonie dans le continent». Par ailleurs, les sept accords annuels de coopération et de jumelage signés entre la commune d'Alger-Centre et la wilaya d'El Ayoun, Biskra et Dakhla, Batna et Birlahlou, Arris et Gdimizir, Tiaret et Smara, Oran et Gsirt et entre Mascara et Tifariti ont été renouvelés. Les deux parties devront mener des projets communs d'échanges culturels, de loisirs et surtout humanitaires.

S. A.

## BAGHLIA

### Un garde communal assassiné

Un garde communal du détachement de la commune de Baghliia, dans l'est de la wilaya de Boumerdès, a été assassiné hier matin. La victime, qui attendait dans un arrêt de bus pour rejoindre son détachement, situé à la périphérie de Baghliia, a été atteinte de plusieurs balles tirées par deux individus en civil. Cet attentat est attribué aux éléments de la katibat El Ansar, affiliée à Aqmi, actifs dans cette riche région de la plaine du Sebaou.

Abachi L.

# Les coalisés, le revenant et les mécontents

**C'est assurément à Rachid Harraoubia qu'échoira la charge de présider aux travaux de l'Assemblée populaire nationale (APN), dont l'installation officielle est programmée pour aujourd'hui samedi. Une Assemblée qui verra le retour à l'exercice parlementaire du Front des forces socialistes (FFS), après qu'il ait boudé deux mandatures consécutives, 2002-2007 et 2007-2012.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Le parti de Hocine Aït-Ahmed, qui réinvestit ainsi l'Assemblée populaire nationale au prix de douloureux déchirements internes appelant nécessairement des purges organiques, devra avoir pour rôle principal de «mettre un peu de mouvement dans le statu quo». Une profession de foi de son leader établi en Suisse sujette à caution, car on voit mal comment le FFS, même avec un score électoral légèrement revu à la hausse par le Conseil constitutionnel, injecterait de la cinétique dans un hémicycle occupé majoritairement par le binôme de l'Alliance présidentielle FLN-RND.

De plus, nul ne sait pour le moment s'il succombera aux alliances parlementaires qui le récalement déjà ou se résignera à l'exercice solitaire. Tout dépend en fait de la feuille de route qu'Aït-Ahmed lui tracera,



Le parti d'Aït Ahmed réinvestit l'APN.

si ce n'est déjà fait. Outre donc le retour du FFS aux affaires parlementaires, la nouvelle Assemblée est déjà préfigurée plutôt par deux alliances qu'une. Il y aura d'un côté le binôme FLN-RND, auquel se grefferont certainement d'autres entités moins pesantes, et de l'autre, l'Alliance verte, scellée entre trois partis de la mouvance islamiste, le MSP, Ennahda et El Islah. Le binôme FLN-RND totalise 276 sièges, 208 pour le FLN et 68 pour le RND, alors que les «Verts», à ne pas confondre avec les écologistes, ne totalisent que la maigre portion de 50 députés. L'intérêt, si l'on ose, avec cette Alliance verte, c'est l'expérimentation par le MSP de l'opposition. Intégré depuis toujours dans les coalitions parlementaires à la solde de l'exécutif, le parti

d'Aboudjerra Soltani s'essayera pour une première fois au rôle d'empêcheur de voter en rond.

Reste à savoir maintenant s'il fera preuve d'endurance ou finira-t-il par reprendre sa place dans les rangs qu'il a désertés. C'est là le principal du nouveau décor parlementaire. Un décor qui sera émaillé de motifs que devront représenter les partis à quelques sièges et les indépendants.

Des partis parmi lesquels une quinzaine, constituée en front de refus des résultats des élections législatives, a décidé de boycotter les travaux de l'Assemblée. Valideront-ils les mandats de leurs députés puis s'en iront ? On le saura aujourd'hui. On parle déjà d'une volte-face du parti de Djaballah qui serait revenu à un meilleur sentiment.

S. A. I.